



COMPTE RENDU DE LA CONFÉRENCE TELEPHONEE DU 1^{er} AVRIL A 16 H 30

La conférence téléphonique quotidienne s'est tenue ce jour à 16 heures 30 entre les organisations syndicales (CGT, Solidaires, FO, CFDT) et les équipes de direction pour faire le point sur le plan de continuité d'activité (PCA).

Le premier sujet abordé fut à nouveau le nombre d'agent.es « prioritaires » qui devaient être en présentiel sur les différents sites de la DRFIP. En effet, un tableau nous avait été communiqué sur la situation des effectifs présents mission par mission à la date du 31 mars. Sur ce tableau, nous avons constaté que ces chiffres étaient en hausse, 562 agent.es ayant travaillé en présentiel hier contre 510 le 27 mars. La direction a encore essayé de se défaire en expliquant qu'elle n'avait pas le choix parce que le plan de continuité d'activité (PCA) avait été élargi à certains services (SDE, SPF) ou qu'il y avait des pics d'activité liés à la fin de mois (arrêtés comptables, virements...). La CGT Finances Publiques Paris réaffirme que la santé des agent.es doit être la priorité en cette période d'explosion de cas de COVID 19 en Île de France.

Puis nous avons évoqué le problème du nettoyage des sites. Concernant le ménage quotidien, la direction nous a informés que les personnels des sociétés extérieures étaient bien protégés (dont acte). Sur le nettoyage en profondeur des sites, la direction s'est encore emmêlée dans ses confusions : après nous avoir longtemps expliqué qu'elle recherchait une entreprise capable de fournir ces prestations, elle nous a annoncé que ce sont finalement les prestataires habituels (novasol, vds...) qui allaient procéder à ces nettoyages (sic) ! Qu'après avoir indiqué depuis le 27 mars que le 2^{ème} étage de Réaumur serait nettoyé en profondeur, ce serait finalement le 1^{er} (resic) ! Une chose est sûre, à ce jour, le seul site parisien qui a été désinfecté est le site du 17^{ème} Reims. Et ce par le biais d'une entreprise trouvée par la DDFIP du 92... Aujourd'hui, la direction nous annonce que ces quelques sites (1^{er} étage de Réaumur, 1 SIE du 11^{ème}, 1 SIE du 13^{ème} et 1 SIP du 18^{ème} Boucrys) seraient nettoyés demain jeudi 2 avril à partir de 16h, les agent.es devront être parti.es. Wait and see...

La CGT a exigé que TOUS les services des sites où des cas, avérés ou soupçonnés, ont été déclarés soient nettoyés en profondeur. Une fois de plus, la direction se cache derrière le plan du secrétariat général qui recommande de ne désinfecter que les bureaux où les personnes malades ont exercé, et ce uniquement sur recommandation des médecins de prévention. Ce refus montre une fois de plus que la principale préoccupation de la direction parisienne n'est pas la santé des agent.es obligés de venir travailler. Cette fin de non-recevoir est une odieuse réflexion pécuniaire, le fameux « quoi qu'il en coûte » ne semble donc pas s'appliquer à la santé de nos collègues (pourtant rouages essentiels de la République) et de leur famille.

Sur l'exercice des missions, il a été évoqué le malaise ressenti du fait de l'annonce de modifications de la campagne IR dans la presse plutôt qu'aux services, ce qui montre une fois de plus la considération de notre ministre.

Sur le fonds de solidarité, la direction a décliné le processus pour les entreprises : remplir un formulaire sur impots.gouv.fr (seul portail capable d'absorber le flux de demandes déjà supérieur à 200 000), le dossier sera traité en Centrale et le paiement effectué par le CBCM Finances. La CGT a demandé que des réponses types soient proposées au SIP/SIE car même s'ils ne doivent pas intervenir, ils vont avoir à gérer un flot important de demandes. Le processus des contrôles a posteriori n'est pas encore calé, il devrait faire intervenir notamment les vérificateurs.

La CGT a évoqué le cas des SDE où les notaires pourraient avoir à venir chercher des actes et donc nécessiter un accueil. Nous sommes dans l'attente de la solution proposée par la direction.

Enfin, les organisations syndicales ont rappelé que le but du PCA était d'effectuer uniquement les missions prioritaires à l'activité économique, quel que soit le type de service.

La prochaine conférence se tiendra vendredi 03 avril à 16 heures 30.